

L'utilisation de la machine à calculer non programmable est autorisée.

Pour les calculs, reprenez uniquement les deux premiers chiffres après la virgule.

Évitez les ratures et les surcharges.

0,5 point de la note sur 20 est réservé à la présentation soignée de la copie.

I- Dossier 1 : Marché, commerce extérieur et croissance économique

1-1/ Documents

Document 1 : Marché mondial du sucre

Pour la campagne agricole 2020-2021, le marché mondial du sucre demeurerait dans une phase de déficit.

L'organisation internationale du sucre estime que l'écart entre la production et la consommation du sucre devrait s'élever à 724 000 tonnes durant cette campagne. Ce déficit s'explique par une légère hausse de 2,6 % de la consommation à 174,19 millions de tonnes.

Pendant ce temps, la production mondiale prévue croîtrait de 2,3 % à 173,46 millions de tonnes avec une meilleure contribution de l'Inde (31,5 millions de tonnes). Mais, durant la même campagne agricole, l'Inde, second fournisseur mondial, vient de revoir à la hausse ses prévisions de production et d'exportation.

Ainsi, les pressions de l'Inde sur le marché mondial sucrier ramèneraient les prix mondiaux à la baisse et cela malgré la persistance du déficit.

Par ailleurs, seulement dix principaux pays producteurs réalisent environ 78% de la production mondiale du sucre : brut, blanc, roux ou raffiné...

Source : www.agenceecofin.com au 03/09/2020 (Texte adapté)

Document 2 : Maroc, importations de quelques principaux produits de base

Éléments	2018			2019		
	Quantité	Prix	Valeur	Quantité	Prix	Valeur
Produits énergétiques	22 838	3,603	82 285,31	24 290	3,143	76 343,47
Sucre	1 067	3,285	3 505,1	1 207	3,278	3 956,54
Valeur totale des importations (VTM) de ces produits	85 790,41			80 300,01		

NB : Quantité en milliers de tonnes, prix unitaire en milliers de DH et valeur totale en millions de DH.

Source : www.oc.gov.ma

DOCUMENT 3 : Maroc, commerce extérieur

La position commerciale du Maroc demeure déséquilibrée et le déficit commercial reste structurellement élevé.

En 2020, l'impact de la crise de la Covid-19 a touché davantage les importations (421,9 milliards de DH « MMDH ») que les exportations (263,2 MMDH) puisqu'elles ont diminué respectivement de 14,1 % et 7,5 %, ce qui s'est traduit en conséquence par une baisse du déficit commercial de 23,1 %.

Cette crise sanitaire a montré que le Maroc est toujours sensible aux chocs externes, cela se traduit par le recul des exportations conjugué au repli des recettes touristiques et à une stagnation du flux net des investissements directs étrangers (IDE).

Cependant, les transferts de fonds effectués par les marocains résidents à l'étranger ont enregistré une hausse de 5 % entre 2019 et 2020.

Sources : www.oc.gov.ma et www.trésor.économie.gouv.fr au 21/12/2020 (Texte adapté)

DOCUMENT 4 : Maroc, retour au protectionnisme

La crise économique actuelle a ranimé les tentations protectionnistes. Le Maroc, comme beaucoup d'autres pays, s'est inscrit dans cette tendance.

En effet, au regard du tissu économique national composé à 95% de petites et moyennes entreprises (PME) et de structures fragiles faiblement compétitives face à la concurrence étrangère, il faut protéger les entreprises locales par la mise en oeuvre des barrières tarifaires et non tarifaires.

Aussi, la pression exercée sur les réserves de change nationales impose de prendre des mesures pour encourager la production locale qui permet de remplacer les importations.

Or, plusieurs économistes considèrent que le libre-échange a montré ses effets positifs sur la croissance économique.

Sources : www.laquotidienne.ma au 09/07/2020 et www.economie.gouv.fr (Texte adapté)

DOCUMENT 5 : Maroc, situation économique en 2020

L'économie marocaine connaîtrait une récession en 2020, sous l'effet conjugué de la sécheresse et de la propagation de la pandémie de la Covid-19. En effet, le secteur agricole, impacté par le déficit pluviométrique durant la campagne agricole 2019-2020, serait marqué par une production céréalière estimée à 30 millions de quintaux, en baisse

de 42% par rapport à la campagne agricole précédente. Ainsi, le secteur primaire devrait dégager une valeur ajoutée en repli de 5,7% en 2020. S'agissant des activités non agricoles, elles devraient connaître un net recul.

Parallèlement à l'offre, les composantes de la demande intérieure devraient subir les effets négatifs de la crise sanitaire avec une baisse de 4% en volume en 2020. Quant à la demande extérieure nette, elle devrait contribuer négativement à la croissance économique. Dans ces conditions, le PIB devrait enregistrer une baisse en volume de 5,8% en 2020 contre une hausse de 2,5% en 2019.

Maroc, données de la comptabilité nationale aux prix courants (en milliards de DH)

Eléments	2018	2019	Variation en % en 2019/2018
Demande intérieure (DI)	1 223,9	1 253,9	2,45
Demande extérieure nette (DEN)	- 115,5	- 102,7	- 11,08
Epargne nationale brute (ENB)	308,1	320	3,86
Formation brute du capital (FBC)	370,2	370,6	0,10
Besoin de financement de l'économie nationale (BF)	62,3	50,4	- 19,10

Source : www.hcp.ma (Texte adapté)

I- Dossier 1 : Marché, commerce extérieur et croissance économique

1-2/ Travail à faire (8 pts)

Document de référence	N°	Questions	Barème
ANNEXE	1	Complétez l'ANNEXE N°1, page n°6	1,00 pt
DOCUMENT 1	2	Complétez l'ANNEXE N°2, page n°7	1,50 pt
DOCUMENT 2	3	Complétez l'ANNEXE N°3, page n°7	1,50 pt
DOCUMENT 3	4	Complétez l'ANNEXE N°4, page n°8	1,00 pt
DOCUMENT 4	5	Complétez l'ANNEXE N°5, page n°8	1,00 pt
DOCUMENT 5	6	Complétez l'ANNEXE N°6, page n°9	2,00 pts

II- Dossier 2 : Dysfonctionnements des marchés et politiques économiques

2-1/ Documents

DOCUMENT 6 : Maroc, impact de la faible inflation sur l'économie

Au Maroc, en 2020, dans un contexte marqué par la baisse des cours des produits énergétiques et des autres matières premières au niveau international conjugué à un recul de la demande, l'inflation continuerait d'évoluer à des niveaux bas, s'établissant à 0,7% en moyenne en 2020 avant de s'accélérer modérément à 1% en 2021.

Face à cette situation, Il est légitime même de craindre une déflation. Mais, tout dépend du volontarisme des politiques monétaire et budgétaire.

En effet, le passage d'une désinflation à une déflation se traduit par une augmentation des taux d'intérêt réels et donc une hausse du coût de l'emprunt, d'où un ralentissement de l'investissement. Par contre, le pouvoir d'achat des ménages s'améliore du fait de la

baisse des prix. Ainsi, la consommation augmente à court terme alors que l'investissement et la production stagnent, ce qui engendre un déséquilibre sur le marché et en conséquence une hausse des prix.

Maroc, indice des prix à la consommation (IPC) (Base 100 en 2017)

Divisions de produits	Indices des prix moyens annuels		
	2019	2020	Variation en % (2020/2019)
Produits alimentaires	101,4	102,3	0,9
Produits non alimentaires	102,1	102,6	0,5
Ensemble (IPC)	101,78	102,5	0,7

Sources : www.boursenews.ma au 28/09/2020 et www.hcp.ma (Texte adapté)

DOCUMENT 7 : Maroc, accentuation du besoin en liquidité bancaire

L'année 2020 serait marquée par une baisse importante des recettes touristiques et des exportations, ce qui devrait engendrer un repli des réserves de change. Toutefois, le recours à l'endettement extérieur devrait alléger le creusement des avoirs officiels de réserve qui atteindraient environ 212 milliards de DH (MMDH) contre 253,4 MMDH en 2019.

Dans ce contexte, le besoin en liquidité des banques devrait s'accroître pour atteindre 90,2 MMDH en 2020 contre 76,6 MMDH en 2019.

Pour remédier à cette situation, Bank Al-Maghrib (BAM) prévoit d'intensifier ses injections de liquidité pour atteindre environ 96,3 MMDH en 2020. Aussi, BAM a opté pour la réduction du taux directeur, le ramenant à 1,5% en juin 2020 contre 2% en mars 2020. De même, elle a ramené le taux de la réserve monétaire de 2% à 0%. libérant ainsi plus de 10 MMDH de liquidités qui serviraient à financer l'économie.

Dans ces conditions, les créances sur l'économie devraient progresser de près de 4,9% en 2020, et cela malgré une baisse des comptes à vue créditeurs des agents économiques auprès des banques.

Besoin en liquidité des banques et injections de liquidité par BAM (volumes moyens en MMDH)

Elément	2019	2020			
	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4
Besoin en liquidité (x)	71,6	71,4	95,9	102,2	91,2
Injections de liquidités par BAM (y)	73,0	72,9	98,5	111,8	102,0

Source : BAM, rapport sur la politique monétaire, juin 2020 (Texte adapté)

DOCUMENT 8 : Maroc, le budget 2021 paraît de relance

L'adoption de la loi de finances (LF) pour l'année budgétaire 2021 a été marquée par un débat axé sur la relance économique des secteurs les plus touchés par la crise sanitaire de la Covid-19.

Parmi les mesures fiscales adoptées, la mise en place de la contribution de solidarité sociale visant à financer, en partie, l'élargissement de l'assurance maladie obligatoire. A propos des personnes physiques, et en plus de l'impôt sur le revenu (IR), la contribution de solidarité sociale sera, éventuellement, prélevée de tout salaire net supérieur à vingt mille dirhams et à hauteur de 1,5%.

La LF 2021 prévoit aussi l'exonération de l'IR pour une durée de 3 ans, pour toute nouvelle recrue bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée et ayant un âge moins de 35 ans, ce qui devrait favoriser l'emploi.

De même, et pour soutenir la croissance économique, un montant de 230 milliards de dirhams (MMDH) d'investissement public est prévu pour 2021 avec une progression de 26% par rapport à 2020.

Maroc, données de la LF 2021

Eléments	Montants (en MMDH)	Variation en % (2021/2020)
Dépenses ordinaires (DO)	254,3	+1,43
Recettes ordinaires (RO)	228,4	-11,47
Solde du budget général (hors produits d'emprunt et hors amortissement de la DPMLT) (SBG HEA)	-103,0	+43,51
Dépenses d'investissement du budget général (DI)	77,2	+ 1,29
Amortissement de la DPMLT (A)	49,0	-27,55
Recettes d'emprunt à moyen et long termes (RE)	107,2	+10,28
Besoins résiduels de financement du budget de l'Etat (BRF)	- 43,9	+5,02

Sources : www.ecoactu.ma au 21/12/2020, www.medias24.com au 15/10/2020 et www.finances.gov.ma (Texte adapté)

II- Dossier 2 : Dysfonctionnements des marchés et politiques économiques

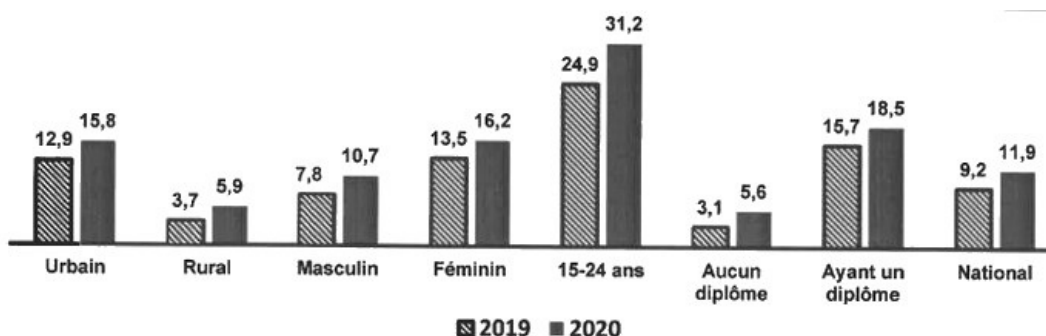
2-2/ Travail à faire (8,5 pts)

Document de référence	N°	Questions	Barème
ANNEXE 7	7	Complétez l'ANNEXE N°7, page n°10	1,00 pt
DOCUMENT 6	8	Complétez l'ANNEXE N°8, page n°11	2,25 pts
DOCUMENT 7	9	Complétez l'ANNEXE N°9, page n°12	2,75 pts
DOCUMENT 8	10	Complétez l'ANNEXE N°10, page n°13	2,50 pts

III- Dossier 3 : Maroc, chômage en 2020

3-1/ Documents

DOCUMENT 9 : Maroc, évolution du taux de chômage (en %) par catégorie entre 2019 et 2020



DOCUMENT 10 : Maroc, le chômage explose en 2020

Impactés à la fois par la sécheresse et la crise sanitaire et économique actuelle, les indicateurs du marché de travail en 2020 sont au rouge. Le taux d'emploi a chuté à 39,4% marquant une baisse de 2,2 points par rapport à 2019, générant ainsi une augmentation du taux de chômage principalement parmi les jeunes, les femmes et les diplômés. Cela laisse craindre un taux de chômage très élevé au Maroc en 2020 dans une conjoncture marquée par une récession économique de 5,8% et des pertes d'emplois estimées à 432 000 postes.

Cette gravité du chômage s'explique par des licenciements opérés par les entreprises des secteurs comme le tourisme et l'aérien, ayant subi de plein fouet les effets de la pandémie. Aussi, d'autres secteurs préfèrent licencier dans un contexte de faiblesse de la demande au lieu de maintenir un emploi dans un climat incertain. De même, le Maroc souffre toujours d'un déséquilibre entre la capacité de création d'emplois de l'économie et les besoins réels du marché de travail du fait de l'importance de la population, de sa jeunesse, de ceux qui quittent le système éducatif, etc.

DOCUMENT 11 : Maroc, mesures de lutte contre le chômage en 2020

Au Maroc, en 2020, face à la gravité du chômage et dans un premier temps, le Fonds Covid-19 a pu financer des besoins urgents du secteur de la santé et aider aussi bien les ménages vulnérables que les entreprises en difficulté pour soutenir l'emploi. Aussi, un plan de relance pour favoriser le financement des entreprises par des facilités de crédit a été envisagé.

Autre disposition, le Fonds stratégique d'investissement doté de 45 milliards de DH (MMDH) vise à maintenir voire même créer des emplois, surtout dans des secteurs en difficulté et à appuyer le financement des grands projets d'investissement public-privé. Autres mesures en faveur des entreprises impactées par la crise, l'allocation d'une indemnité forfaitaire mensuelle de 2 000 DH au profit des salariés et le report du paiement des cotisations sociales et des impôts.

Pour remédier au chômage, l'Etat table également sur l'auto-entrepreneuriat à travers le programme « Intelaka ». Aussi, la mobilisation d'une enveloppe de 120 MMDH pour la relance économique, dont 75 MMDH sous forme de crédits garantis par l'Etat au profit de tous les segments d'entreprises, devrait favoriser la création d'emploi.

De même, la loi de finances 2021 a prévu, en faveur de l'emploi, l'exonération de l'impôt sur le revenu pendant trois ans des jeunes recrues, de 35 ans au plus, ayant un contrat à durée indéterminée, et ce dans le cadre de leur premier recrutement.

Sources : www.ecoactu.ma au 10/9/2020 et www.hcp.ma (Textes adaptés)

III- Dossier 3 : Maroc, chômage en 2020

3-2/ Travail à faire (3 pts)

Question de synthèse	<p>Exploitez les documents du dossier n°3 et vos connaissances acquises :</p> <p>Dans un contexte marqué par la crise sanitaire et économique, le taux de chômage s'est aggravé au Maroc en 2020.</p> <p>Après avoir caractérisé en illustrant le chômage au Maroc (trois caractéristiques) et relevé trois facteurs explicatifs de son aggravation en 2020, présentez trois solutions adoptées par l'Etat marocain pour y remédier.</p> <p>Votre travail doit respecter la forme usuelle d'une synthèse argumentée : Introduction, développement et conclusion</p>	3,00 pts
-----------------------------	--	-----------------

IV- annexes à compléter et à rendre avec la copie

ANNEXE N° 1 : Mettez une croix dans la case appropriée, justifiez					(1,00 pt)
N°	PROPOSITIONS	VRAI	FAUX	JUSTIFICATIONS	
1	Sur le marché du travail, la demande émane de la population active.				
2	Le coût d'une unité supplémentaire produite par l'entreprise désigne le coût moyen (unitaire).				
3	Le revenu national brut disponible permet de mesurer les revenus primaires de tous les agents économiques.				
4	Le besoin de financement de l'économie nationale implique le recours à l'endettement extérieur.				
5	Le PIB est un indicateur fiable pour mesurer la richesse réelle créée dans un pays.				
6	Dans un régime de concurrence pure et parfaite, l'équilibre du marché est atteint quand les entreprises maximisent leur profit total.				

IV- annexes à compléter et à rendre avec la copie

ANNEXE N°2 : (Référence : Document 1) (1,50 pt)		
a) Caractérissez le marché mondial du sucre selon ses composantes pour la campagne 2020-2021 (une caractéristique par composante) ; (0,5 pt)		
Offre	Demande	Prix
b) Montrez si la loi de l'offre et de la demande serait vérifiée sur le marché mondial du sucre durant la campagne agricole 2020-2021. (0,5 pt)		
c) Vérifiez les conditions de la concurrence pure et parfaite sur le marché du sucre mondial ; (0,5 pt)		
L'homogénéité du produit		
L'atomicité du marché		

ANNEXE N°3 : (Référence : Document 2) (1,50 pt)		
Calculez et lisez :		
Élément	L'indice d'évolution de la valeur totale des importations des principaux produits de base en 2019, base 100 en 2018	L'indice Paasche-prix des principaux produits de base importés par le Maroc en 2019, base 100 en 2018
Formule		
Application numérique		
Résultat		
Lecture		

IV- annexes à compléter et à rendre avec la copie

ANNEXE N° 4 : (Référence : Document 3)				(1,00 pt)
a) Calculez et lisez pour 2020 : (0,5 pt)				
Indicateur	Formule	Application numérique	Résultat	Lecture
Taux de couverture				
b) Relevez les composantes correspondantes à chaque rubrique de la balance des paiements : (0,5 pt)				
Rubrique de la balance des paiements		Composante		
Balance des biens			
Balance des services			
Revenu secondaire			
Compte financier			
ANNEXE N° 5 : (Référence : Document 4)				(1,00 pt)
a) Citez deux exemples de barrières du protectionnisme : (0,25 pt)				
Une barrière tarifaire				
Une barrière non tarifaire				
b) Relevez deux facteurs justifiant le retour au protectionnisme pour le Maroc ; (0,25 pt)				
c) Montrez un impact positif éventuel du libre-échange sur la croissance économique. (0,5 pt)				

IV- annexes à compléter et à rendre avec la copie

ANNEXE N° 6 : (Référence : Document 5) (2,00 pts)				
a) Lisez la donnée en gras soulignée ; (0,25 pt)				
1 253 ,9				
b) Nommez la donnée en gras encadrée ; (0,25 pt)				
c) Calculez et lisez : (0,75 pt)				
Elément	Formule	Application numérique	Résultat	Lecture
Production céréalière du Maroc pour la campagne agricole 2018-2019				
Dépense de consommation finale (DCF) de 2019				
Produit intérieur brut (PIB) de 2019				
d) Relevez deux facteurs explicatifs de la baisse de la croissance économique au Maroc en 2020 (selon l'approche demande) ; (0,25 pt)				
e) Expliquez l'évolution du besoin de financement de l'économie marocaine entre 2018 et 2019. (0,5 pt)				

IV- annexes à compléter et à rendre avec la copie

- 1- La politique monétaire est une politique économique :
- conjoncturelle.
 - structurelle.
 - de régulation à long terme.
 - fiscale.
- 2- Les monétaristes expliquent l'inflation par la monnaie quand :
- l'offre globale augmente plus vite que la demande globale.
 - la masse monétaire progresse moins vite que le PIB.
 - la masse monétaire progresse plus vite que le PIB.
 - la masse monétaire progresse au même rythme que le PIB.
- 3- Les néoclassiques expliquent le chômage par :
- la faiblesse de la demande sur le marché des biens et services.
 - la hausse des salaires sur le marché du travail.
 - la hausse de l'offre sur le marché du travail ;
 - la hausse de la demande sur le marché du travail.
- 4- Un taux d'inflation négatif désigne :
- la hausse de l'IPC entre deux périodes.
 - une déflation.
 - une stagflation.
 - une désinflation.
- 5- La politique budgétaire de relance consiste à :
- augmenter les dépenses publiques.
 - réduire les dépenses publiques.
 - augmenter les recettes publiques.
 - maîtriser les dépenses publiques.
- 6- Dans une économie, le taux d'activité exprime :
- la part des actifs occupés dans la population totale.
 - la part des chômeurs dans la population active totale.
 - la part des chômeurs dans la population en âge d'activité.
 - la part des actifs dans la population en âge d'activité.
- 7- L'effet d'éviction désigne l'orientation de la majorité de l'épargne nationale vers :
- le secteur privé ce qui encourage l'investissement privé.
 - l'Etat ce qui pénalise l'investissement privé.
 - les banques qui distribuent plus de crédits pour encourager l'investissement privé.
 - le reste du monde ce qui pénalise l'investissement privé.
- 8- Au Maroc, l'indice des prix à la consommation exprime l'évolution des prix :
- des biens de consommation finale.
 - des biens de production durables.
 - des produits alimentaires.
 - des biens de consommation intermédiaire.

IV- annexes à compléter et à rendre avec la copie

ANNEXE N°8 : (Référence : Document 6)				(2,25 pts)
a) Retrouvez par le calcul et lisez le taux d'inflation au Maroc en 2020 ; (0,5 pt)				
Elément	Formule	Application numérique	Résultat	Lecture
Taux d'inflation 2020				
b) Expliquez l'évolution de l'IPC entre 2019 et 2020 ; (0,5 pt)				
c) Vérifiez s'il y aurait une désinflation au Maroc en 2021 ; (0,5 pt)				
d) Relevez deux facteurs explicatifs du faible niveau d'inflation au Maroc en 2020 ; (0,25 pt)				
e) Dégagez deux effets éventuels d'une inflation élevée ; (0,5 pt)				
Un effet positif sur l'entreprise		Un effet négatif sur les ménages		

IV- annexes à compléter et à rendre avec la copie

ANNEXE N° 9 : (Référence : Document 7)		(2,75 pts)												
a) Relevez : (0,5 pt)														
Une contrepartie de la masse monétaire														
Une composante de l'agrégat M1														
Deux éléments qui risquent de ralentir la création monétaire en 2020														
b) Caractérissez la politique monétaire du Maroc en 2020 ; (0,50 pt)														
Deux actions de politique monétaire	Un objectif intermédiaire	Un objectif final												
c) Expliquez le passage en gras souligné ; (0,50 pt)														
d) Déterminez l'équation de la droite d'ajustement linéaire selon la méthode des moindres carrés (méthode développée) sachant que : (1,00 pt)														
<ul style="list-style-type: none"> x : Besoin en liquidité des banques ; y : Injections de liquidité par BAM ; 														
$\bar{x} = 86,46$	$\bar{y} = 91,64$	$\sum x_i y_i = 40\ 606,37$ $\sum x_i^2 = 38\ 183,61$												
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Formule</th> <th>Application numérique</th> <th>Résultat</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>a =</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>b =</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>y =</td> <td colspan="2"></td> </tr> </tbody> </table>			Formule	Application numérique	Résultat	a =			b =			y =		
Formule	Application numérique	Résultat												
a =														
b =														
y =														
e) Calculez le montant prévisionnel des injections de liquidité par BAM au troisième trimestre 2021 si le besoin en liquidité atteindrait 140 MMDH. (0,25 pt)														

IV- annexes à compléter et à rendre avec la copie

ANNEXE N°10 : (Référence : Document 8)				(2,50 pts)
a) Calculez pour 2021 : (1 pt)				
Eléments	Formule	Application numérique	Résultat	Lecture
Solde ordinaire (SO)				
Besoins bruts de financement (BBF) du budget de l'Etat				
b) Expliquez l'évolution du solde du budget général (hors produits d'emprunt et hors amortissement de la DPMLT) en 2021 par rapport à 2020 ; (0,5 pt)				
c) Relevez (0,5 pt)				
	Une action budgétaire de relance		Un objectif de l'action	
par les recettes				
par les dépenses				
d) Expliquez le passage en gras souligné. (0,5 pt)				